

*chandises de l'aide américaine* (p. 6409) ; Art. 2, Etat B : *Demande de disjonction des crédits pour l'infrastructure militaire des forces du N.A.T.O. en France, présentée par M. M. Dupuy* (p. 6413) ; Art. 32 : *Demande de disjonction de l'article portant la majoration de l'allocation-éducation à 1.300 francs par trimestre, présentée par le Gouvernement* (p. 6434) ; *Amendement de M. Deizonne tendant à affecter la majoration de l'allocation scolaire au salaire des maîtres* [19 décembre 1952] (p. 6608) ; *Amendement de M. Chassaing tendant à prélever sur le compte spécial les frais de gestion des caisses départementales* (p. 6610) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à fixer à 3,50 0/0 le taux de la taxe au profit du fonds forestier national* (p. 6618) ; Art. 28 bis : *Demande de disjonction de l'article présentée par M. Moisan, relatif au cumul de fonctions par les administrateurs des compagnies d'assurances nationalisées* (p. 6619) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Art. 16 : *Amendement de M. Marc Jacquet tendant à prévoir des avances de l'Etat aux entreprises n'ayant pu faire les emprunts prévus par l'article* [20 décembre 1952] (p. 6761) ; *Son rappel au règlement (application de l'article 48 du règlement)* (p. 6761). — Prend part : à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article 2 du projet (Ses observations sur le caractère inconstitutionnel des pouvoirs spéciaux demandés par le Gouvernement et la disproportion existant entre eux et le résultat à atteindre, les procédés classiques et les conceptions modernes d'assainissement financier, la réforme constitutionnelle, le problème de la majorité parlementaire)* [21 mai 1953] (p. 2816, 2817) ; — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : *Sa demande de suspension de séance* [18 juin 1953] (p. 3075).

Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [14 janvier 1954] (p. 67).

**DIXMIER (M. Joseph)**, Député du Puy-de-Dôme, (I. P.).

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). = Est nommé : vice-président de la Commission des pensions [19 juillet 1951] (F. n° 7), [22 janvier 1953] (F. n° 217), [9 février 1954] (F. n° 343) ; membre de la

Commission des pensions [17 juillet 1951] (F. n° 5). [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; membre de la Commission des moyens de communication et du tourisme [1<sup>er</sup> avril 1952] (F. n° 126).

#### Dépôts :

Le 26 février 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi (n° 4966) relatif à la majoration des rentes constituées par les sociétés mutualistes au profit des combattants des théâtres d'opérations extérieures et leurs ayants cause, n° 5686. — Le 25 février 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur l'avis (n° 7102) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 935) relatif à la majoration des rentes constituées par les sociétés mutualistes au profit des combattants des théâtres d'opérations extérieures et leurs ayants cause, n° 7893.

#### Interventions :

Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : *Ses observations sur l'urgence d'une solution à la crise, la réforme de la Constitution, l'urgence d'une « grande politique agricole », le plan quadriennal promis aux anciens combattants, le respect des « libertés familiales »* [18 juin 1953] (p. 3083, 3084) ; — à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 46-23 : *Sévérité des experts des centres de réforme* [10 mars 1955] (p. 1302, 1303). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Les représentants des aspirations rurales* [13 mai 1955] (p. 2751). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru, Article 1<sup>er</sup> : *Amendement de Mme de Lipkowski (Abrogation du privilège des bouilleurs de cru)* [8 novembre 1955] (p. 5501).

**DOMMERGUE (M. Alphonse)**, Député du Cantal, (Groupe paysan).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Com-